

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

CHRONIQUE

Le noir et le rose

GÉRARD GUITTON*

Une étape importante du dernier voyage de Jean-Paul II en Afrique fut son passage à l'île de Gorée, au large de Dakar. J'ai visité Gorée il y a quelques années, et j'imagine fort bien l'ambiance de cette visite. Ici ce n'est pas l'Afrique dansante et exubérante mais l'Afrique grave et souffrante dans le souvenir du mépris le plus horrible de la personne humaine à travers le peuple noir.

La presse a bien rendu compte de l'émotion du Saint-Père visitant la « maison des esclaves » et écoutant les explications de son conservateur sénégalais, ancien combattant pittoresque, trouvant les mots justes devant cet holocauste de l'horreur qui a vu tant et tant d'hommes et de femmes gardés puis vendus comme de la marchandise, en vue de terres lointaines.

Le Pape a dû signer comme tous les visiteurs de marque le livre d'or de la maison, rempli de tant de commentaires émouvants. Je me souviens de celui de Jean Cocteau :

« Et lui est en noir au-dehors, rose au-dedans moi je suis rose au dehors et noir au dedans ! »

Le premier sentiment en sortant de la maison est celui de la tristesse et d'une terrible mauvaise conscience. Le poète Cocteau a su jouer sur le charme des couleurs pour décrire une réalité horrible et montrer jusqu'où peut aller la noirceur du cœur humain. Le Pape a eu raison de demander pardon pour « ce péché de l'homme contre l'homme, ce péché de l'homme contre Dieu ».

Justement à Gorée tout est contraste ; rose et noir à la fois : rose la terre, les rues, les maisons, les fleurs aux fenêtres. Et en même temps tout est noir : le passé, le dedans des cachots, les hommes qu'on y parquait ! À Gorée le rose et le noir se sont mélangés pour toujours comme à l'image de toute rencontre entre les contraires.

Et le Pape aussi a parlé de cette rencontre nécessaire des hommes entre eux, les noirs comme les « roses » : « Qu'il est long le chemin que la famille humaine doit parcourir avant que ses membres apprennent à se regarder et à se respecter comme images de Dieu pour s'aimer enfin en fils et filles du même Père céleste ! »

Le temps a passé et en Afrique ils sont toujours « noirs au-dehors » ; nous, nous sommes toujours « roses au-dehors ». Que sommes-nous au-dedans ? Personne n'est là pour juger les consciences. Il me semble pourtant que les couleurs sont moins nettes. Personne n'est totalement rose au-dedans, personne n'est totalement noir. Mais les dérapages sont toujours possibles, l'histoire nous le montre à toutes les époques : camps de concentration, emprisonnements arbitraires, apartheid, querelles ethniques, violences dans les banlieues etc.

Rose ou noir au-dehors selon la peau, nous naissons dans un monde à la fois rose et noir comme l'île de Gorée. Noir au-dedans, l'homme est malheureusement capable du pire. Rose au-dedans également, il est capable du meilleur. Ensemble faisons de ce Carême une occasion de passer du noir au rose, pour « nous aimer enfin en fils et filles du même Père céleste ». Le noir est la couleur de la nuit. Le rose est la couleur du petit matin. Celle de l'espérance.

* Franciscain.

OPINION

ZAÏRE : VIOLENCE POLITIQUE ET ÉLAN ŒCUMÉNIQUE

ANICET MOBE*

« Exiger
la poursuite
du processus
démocratique »

« Jusqu'à quand vas-tu abuser de notre patience, Maréchal... ? » Les exigences de la démocratie seraient-elles incompatibles avec « la mentalité » zaïroise, telle que revue et corrigée par l'authenticité africaine, version MPR ? Le « cas » zaïrois, où le tragique le dispute au rocambolique le plus ubuesque, constitue du pain bénit pour les nostalgiques de l'ordre néocolonial qui considèrent la démocratie comme un « luxe » réservé aux pays du Nord.

La nomination de M. N'Guza au poste de premier ministre le 25 novembre 1991 — c'est tout un symbole, car c'est le vingt-sixième anniversaire du putsch militaire — a fini par faire éclater au grand jour les contradictions du processus politique engagé par le maréchal Mobutu contraint de se convertir à la démocratie par convenance et non par conviction. En effet, sous le fallacieux prétexte de non-respect d'équilibre géopolitique, M. N'Guza suspend les travaux de la conférence ; c'est encore lui qui menace de poursuites judiciaires les leaders de l'opposition après l'épisode rocambolique du « coup d'État manqué » du 22 janvier 1992.

**Terrorisme d'État :
ultime rempart pour
un régime délinquant**

C'est alors que Mgr Monsengwo va multiplier les contacts avec les autorités politiques afin de trouver une solution adéquate permettant de sortir de l'impasse ; à la fin du mois de janvier, la Conférence épiscopale rédige un document prônant la reprise des travaux de la conférence nationale. C'est donc encouragées par cet appel épiscopal que les communautés chrétiennes (catholique, kimbanguiste et protestante) se mirent à préparer une « marche pacifique d'espoir » pour exiger la relance du processus démocratique sans cesse entravé par des basses manœuvres d'un régime désespérément accroché au pouvoir pour préserver ses privilèges et les avantages de sa clientèle. La marche d'espoir est noyée dans le sang ; M. N'Guza justifie cet assassinat par le devoir qu'a le gouvernement de faire respecter l'autorité de l'État.

La sanglante répression du dimanche 16 février 1992 n'est pas une simple bavure commise par des soldats débordés ; elle illustre au contraire la cruauté

d'un régime qui, depuis vingt-sept ans, déploie avec une redoutable ferocité les appareils répressifs — dont l'armée constitue la pièce maîtresse — pour étouffer toute velléité d'une libre expression politique de la société civile. En effet, la violence — politique, policière et symbolique — participe de l'essence même de ce régime qui ne s'est véritablement imposé aux Zaïrois que le 2 juin 1966 avec la pendaison publique de quatre parlementaires (Anany, Bamba, Kimba et Mahamba) au terme d'une parodie de procès. Cette violence s'est aussi symbolisée à travers une idéologie totalitaire que le régime a secrétée et qu'il a véhiculée grâce à une presse (écrite et audiovisuelle) asservie. Pendant vingt-sept ans, l'obscurantisme de cette idéologie a anesthésié l'esprit critique des citoyens ; le régime a ainsi réussi à masquer une réalité socio-économique décadente et à justifier la confiscation des libertés publiques.

Ce qui est nouveau, c'est qu'aujourd'hui cette violence tend à se banaliser depuis le massacre des étudiants de l'université de Lubumbashi (mai 1990) et surtout depuis l'apparition publique des Escadrons de la mort (hiboux) qui, depuis juillet 1991, sèment la terreur à Kinshasa et dans d'autres grandes villes. La violence reste ainsi l'ultime rempart d'un régime rétif à une réelle démocratisation politique qui priverait le noyau dur des barons des privilèges d'antan. L'autorité de l'État n'est légitime que si ceux qui en sont investis font preuve d'un sens aigu de leurs responsabilités sociales dans l'exercice du pouvoir politique qu'ils ne peuvent assumer que sur la base d'un mandat électif obtenu au terme d'une élection libre et concurrentielle qui les oblige à rendre compte — au peuple ou à ses représentants élus démocratiquement — de leur gestion politique. L'autorité de l'État ne mérite le respect que si elle contribue à renforcer la démocratie en garantissant aux citoyens l'exercice des libertés publiques.

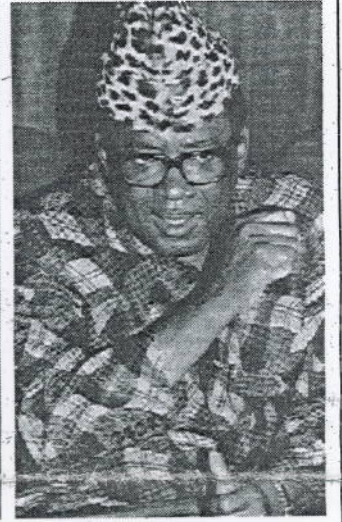
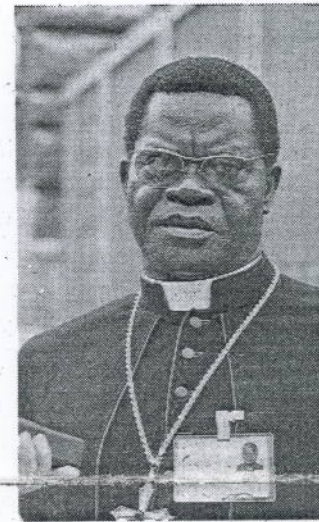
**La hiérarchie catholique
était-elle opposée
à la marche pacifique
du 16 février ?**

Les réticences de Mgr Etsou — dont l'attitude a été très critiquée par son clergé — ne peuvent justifier le discrédit que certains tentent de jeter sur l'ensemble de l'épiscopat qui, depuis 1972, fait preuve d'un courage sans faille face à un pouvoir qui n'a pas lésiné sur les moyens pour domestiquer l'Église catholique en essayant de l'embrancher dans les structures du

parti unique afin de régenter toute la vie religieuse des Zaïrois. Il est vrai aussi que le comportement de classe d'une partie du clergé (catholique, kimbanguiste et protestant) a souvent choqué ceux des chrétiens qui subissent quotidiennement l'oppression du régime ; dorénavant, les autorités ecclésiastiques sont obligées de tenir compte des aspirations de leurs ouailles traduites par l'élan œcuménique qui a sous-tendu la marche pacifique du 16 février. Les clivages confessionnels héri-

mant des effets de la guerre froide où le régime zaïrois était considéré comme un rempart contre la pénétration soviétique en Afrique australe. Aujourd'hui, les Zaïrois paient les conséquences d'une approche politique obsolète qui a ignoré les réalités historiques de notre pays ainsi que les mutations socioculturelles résultant d'une décolonisation bâclée.

Si les forces de l'ordre ont fait preuve de retenue le dimanche 1^{er} mars, c'est parce que le maréchal — syndrome monarchi-



Mgr Monsengwo (photo Pinogès/Ciric) et le maréchal Mobutu (photo Rojon/AFP) : l'Église du Zaïre a fait preuve d'un courage sans faille devant un régime d'oppression.

tés de la colonisation s'estompent devant les injustices et l'arbitraire du régime ; les chrétiens zaïrois se sentent solidaires, au-delà des clivages ethniques, pour exiger la poursuite du processus démocratique. Les partis d'opposition et les syndicats n'ont jamais réussi une mobilisation populaire de l'ampleur atteinte le 16 février 1992.

Les prêtres zaïrois ne sont pas atteints du virus politicien ; ils font leur cette exhortation contenue dans la lettre du Pape Paul VI au cardinal Roy, le 14 mai 1971 : « Prendre au sérieux la politique à ses divers niveaux, c'est affirmer le devoir de l'homme de chercher à réaliser ensemble le bien de la cité, de la nation, de l'humanité. La politique est une manière exigeante de vivre l'engagement chrétien au service des autres. »

Les pressions occidentales n'ont jusqu'ici produit aucun effet notable sur le maréchal Mobutu qui essaie de jouer habilement tant sur les contradictions qui affectent les rapports que ses alliés occidentaux entretiennent entre eux que sur les incertitudes politiques à l'approche des échéances électorales délicates aux USA et en France. En somme, les gouvernements occidentaux sont pris au piège des analyses erronées élaborées sous le prisme défor-

que ! — veut jouer un rôle qu'il affectionne, celui du « bon père de famille », de l'arbitre qui se situe au-dessus de la mêlée politique. Il a d'ailleurs réussi à discrediter son premier ministre que le sous-secrétaire d'État américain, Herman Cohen, ne daigna même pas rencontrer lors de sa dernière visite au Zaïre.

En acceptant de relancer la conférence nationale (sans préciser de date), le maréchal Mobutu espère gagner du temps en essayant de canaliser les revendications populaires vers des objectifs dérisoires tout en maintenant son emprise — voire en l'accroissant — sur les appareils répressifs dont l'utilisation vide de sa substance l'essence même de tout projet démocratique. Voilà pourquoi le régime essaie de piéger l'union sacrée des opposants en imposant la tenue d'élections qu'il va organiser sur des bases juridiques vicieuses et dans un environnement politique marqué par la terreur. Les Zaïrois sont-ils politiquement avisés pour déjouer ce piège ? En 1959-1960, les atterrissements funestes des colons belges n'ont entamé ni la détermination des masses zaïroises ni la lucidité politique de leurs dirigeants (Lumumba, Kazavubu, Iléo...).

* Journaliste zaïrois.